STATISTICS CANADA — STATISTIQUE CANADA
Labour Division — Division du travail
Unemployment Insurance and Manpower Section — Section de l'assurance-chômage et de la main-d'oeuvre

STATISTICAL REPORT ON THE OPERATION OF THE UNEMPLOYMENT INSURANCE ACT

RAPPORT STATISTIQUE SUR L'APPLICATION DE LA LOI SUR L'ASSURANCE-CHÔMAGE

SEPTEMBER - 1972 - SEPTEMBRE

(Compiled from material supplied by the Unemployment Insurance Commission)

(D'après les renseignements fournis par la Commission d'assurance-chômage)

Published by Authority of
The Minister of Industry, Trade and Commerce

Publication autorisée par
le ministre de l'Industrie et du Commerce

February - 1973 - Février
8006-509

Price - Prix: 20 cents
$2.00 a year - par année

Vol. 31—No. 9

Statistics Canada should be credited when republishing all or any part of this document
Reproduction autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada

Information Canada
Ottawa

TABLE OF CONTENTS

Page

Commentary 3

LIST OF TABLES

Table

1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province 4
2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance 5
3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province 6
4. Initial Claims Allowed, by Type and Province 6
5. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Number of Weeks on Claim, Province and Sex 7
6. Claimants Currently Reporting to District Offices, by Type, Province and Sex 8
7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit 9
8. Amount of Benefit Paid, by Province and Type 10
9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province 11
10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province 12
11. Regional Unemployment Rates 13

Map of U.I.C. Regions 10a

Appendix

I. Unemployment Insurance in Canada 15

SYMBOLS

The following standard symbols are used in Statistics Canada publications:

.. figures not available.
... figures not appropriate or not applicable.
— nil or zero.
-- amount too small to be expressed.
r revised figures.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Commentaire 3

LISTE DES TABLEAUX

Tableau

1. Certaines données sur les demandes de prestations et le service de prestations, par province 4
2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage 5
3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province 6
4. Demandes initiales acceptées, selon le genre et la province 6
5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe 7
6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe 8
7. Service des prestations, selon le genre de prestations 9
8. Montant des prestations servies, par province et par genre 10
9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province 11
10. Demandes initiales et demandes renouvelées, par province 12
11. Taux régional de chômage 13

Carte des régions de la C.A.C. 10a

Annexe

I. L'assurance-chômage au Canada 15

SIGNES CONVENTIONNELS

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada:

.. nombres indisponibles.
... n'ayant pas lieu de figurer.
— néant ou zéro.
-- nombres infimes.
r nombres rectifiés.

CLAIMS AND BENEFIT PAYMENTS

DEMANDES DE PRESTATIONS ET PRESTATIONS SERVIES

SEPTEMBER — 1972 — SEPTEMBRE

Initial and Renewal Claims

A total of 173,000 initial and renewal claims were received by U.I.C. district offices across Canada in September, up 8,000 or 5 % from the previous month and 29,000 or 20 % greater than the same month in 1971. The volume of claims received during the month was heavier in all provinces over the previous month except for Ontario and Manitoba which recorded small declines. Compared with September 1971, all provinces had greater claim loads with Quebec and Ontario combined accounting for 55 % of the increase.

During the first nine months of 1972, 1,730,000 initial and renewal claims were received. This total was 80,000 or 5 % higher than the 1,649,000 claims filed during the same period in 1971.

Initial claims allowed in September were 122,000, down 3,000 or 2 % from the August total of 125,000 but 30,000 or 33 % more than the September 1971 total of 92,000. The current month's total included 8,000 sickness, 3,500 maternity and 1,000 retirement claims.

Demandes initiales et demandes renouvelées

En septembre, le nombre total de demandes initiales et de demandes renouvelées reçues par l'ensemble des bureaux régionaux de la C.A.C. dans tout le Canada a été de 173,000, ce qui représente une augmentation de 8,000 ou 5 % par rapport au mois précédent, et de 29,000 ou 20 % par rapport au mois correspondant en 1971. Par rapport au mois précédent, le nombre de demandes de prestations reçues au cours du mois a augmenté dans toutes les provinces, à l'exception de l'Ontario et du Manitoba où il a légèrement diminué. Comparativement à septembre 1971, le nombre de demandes de prestations a augmenté dans toutes les provinces; le Québec et l'Ontario représentent, ensemble, 55 % de la hausse.

Au cours des neuf premiers mois de 1972, le nombre de demandes initiales et renouvelées reçues a été de 1,730,000, ce qui représente une augmentation de 80,000 ou 5 % par rapport aux 1,649,000 demandes reçues durant cette même période en 1971.

Le nombre de demandes initiales acceptées en septembre a été de 122,000 soit une diminution de 3,000 ou 2 % par rapport aux 125,000 acceptées en août, mais une augmentation de 30,000 ou 33 % par rapport aux 92,000 acceptées en septembre 1971. Le total de ce mois-ci comprend 8,000 prestations pour cause de maladie, 3,500 pour cause de maternité et 1,000 pour cause de retraite.

Claimants at Month-End

The September 30 count of claimants registered for unemployment insurance benefit decreased to 692,000, a drop of 4 % from the end of August total of 722,000. All provinces, except for Newfoundland and Saskatchewan which recorded slight increases, had fewer claimants than the month earlier. At September 30, 1971, the claimant count was 433,000.

Claimants on claim 14 weeks or longer constituted 47 % of the total, the same proportion as in July and August.

It should be kept in mind that the claimant data are overstated by an estimated 20 % to 25 % in terms of active files. If a claimant does not report (which is not compulsory) if re-employed, a period of five weeks is allowed to elapse before the claim is transferred to the inactive file.

Prestataires à la fin du mois

Au 30 septembre, le nombre de prestataires inscrits à l'assurance-chômage était tombé à 692,000, soit une diminution de 4 % par rapport à la fin d'août (722,000). Comparativement au mois précédent, le nombre de prestataires a baissé dans toutes les provinces, à l'exception de Terre-Neuve et de la Saskatchewan qui ont connu une légère augmentation. Au 30 septembre 1971, le nombre de prestataires était de 433,000.

La proportion de prestataires de longue durée (14 semaines et plus) est demeurée la même qu'en juillet et août, soit de 47 % du total.

Il ne faut pas oublier que les données sur les prestataires sont surévaluées d'environ 20 à 25 % lorsqu'on considère les dossiers actifs. Si un prestataire ne signale pas qu'il a recommencé à travailler (ce qu'il n'est pas obligé de faire), on accorde un délai de cinq semaines avant de transférer sa demande parmi les dossiers inactifs.

Benefit Payments

The amount of benefit disbursed in September was $128,000,000, down 11 % from the $144,000,000 paid during the previous month. The drop was due to 12 % fewer weeks of benefit paid which was offset to a small extent by a rise of $1.05 in the average weekly payment to $61.93. A year earlier, the weekly benefit stood at $42.98. At that time, 60 % of the payments were made to claimants who had qualified under the former Act.

Benefit paid for the first nine months of 1972 amounted to $1,431,000,000 versus $667,000,000 for the like period in 1971. The increase was due to the easing of qualifications and more generous rates of benefit under the new Act as the number of weeks of benefit paid rose by 29 % (from 18,200,000 to 23,500,000) and the average weekly benefit by 66 % (from $36.62 to $60.88). The 1971 total does not include supplementary unemployment insurance benefits for the January to June period which were paid from the Consolidated Revenue Fund.

Prestations servies

En septembre, le montant des prestations servies a été de 128 millions de dollars comparativement à 144 millions de dollars au cours du mois précédent, ce qui représente une diminution de 11 %. Cette baisse a été due à une diminution de 12 % du nombre de semaines de prestations versées, dont les effets ont toutefois été légèrement modérés par l'augmentation de $1.05 des prestations hebdomadaires moyennes qui ont atteint $61.93. L'année précédente, les prestations hebdomadaires étaient de $42.98. À cette époque, 60 % des versements étaient faits à des prestataires qui avaient été acceptés sous le régime de l'ancienne loi.

Le montant des prestations servies au cours des neuf premiers mois de 1972 a été de 1,431 millions de dollars comparativement à 667 millions de dollars pour la période correspondante en 1971. Cette augmentation a été due à un élargissement des conditions d'admission et à la majoration des taux de prestations en vertu de la nouvelle loi; le nombre de semaines de prestations versées a augmenté de 29 % (passant de 18,200,000 à 23,500,000) et les prestations moyennes hebdomadaires de 66 % (passant de $36.62 à $60.88). Le total de 1971 ne comprend pas les prestations supplémentaires d'assurance-chômage de janvier à juin qui ont été prélevées sur le Fonds du revenu consolidé.

TABLE 1. Selected Claims and Benefit Activities, by Province, September 1972

TABLEAU 1. Certaines données sur les demandes de prestations et le service de prestations, par province, septembre 1972

Province	Initial claims allowed — Demandes initiales acceptées		Claimants at month-end — Prestataires à la fin du mois				
	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefit — Prestations spéciales	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefit — Prestations spéciales	Total	Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
						Aug. 1972 — Août	Sept. 1971 — Sept.
	number — nombre						
TOTAL	109,288	12,429	649,463	42,749	692,212	− 4	60
Newfoundland — Terre-Neuve	3,724	205	24,175	689	24,864	--	116
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	591	69	2,985	184	3,169	− 3	107
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	3,349	358	26,142	1,563	27,705	− 6	53
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	4,255	335	24,737	1,170	25,907	− 4	86
Québec	32,009	3,325	202,023	12,126	214,149	− 3	60
Ontario	36,183	5,324	212,121	18,173	230,294	− 6	44
Manitoba	4,037	585	22,174	1,654	23,828	--	45
Saskatchewan	2,971	336	15,410	975	16,385	2	87
Alberta	6,625	854	38,010	2,368	40,378	− 3	77
British Columbia — Colombie-Britannique	15,486	1,038	81,480	3,846	85,326	− 4	86
Outside Canada — Extérieur du Canada	58	−	206	1	207	24	− 5

Province	Weeks of benefit paid — Nombre de prestations hebdomadaires servies					Amount of benefit paid — Montant des prestations servies				
	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefit — Prestations spéciales	Total — Total	Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à		Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefit — Prestations spéciales	Amount(1) Total Montant(1)	Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
				Aug. 1972 — Août	Sept. 1971 — Sept.				Aug. 1972 — Août	Sept. 1971 — Sept.
	number — nombre					dollars				
TOTAL	1,968,092	116,731	2,084,823	− 12	76	121,515,813	7,599,873	129,115,686	− 11	153
Newfoundland — Terre-Neuve	66,309	1,767	68,076	− 14	143	3,668,063	106,947	3,775,010	− 13	220
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	8,349	571	8,920	− 16	98	411,076	32,156	443,232	− 7	161
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	75,301	4,320	79,621	− 13	69	4,178,001	253,730	4,431,731	− 11	120
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	66,994	3,286	70,280	− 15	106	3,755,362	185,630	3,940,992	− 14	184
Québec	685,673	34,201	719,874	--	94	41,511,805	2,328,043	43,839,848	2	183
Ontario	637,541	47,749	685,290	− 17	52	40,192,063	3,073,138	43,265,201	− 15	117
Manitoba	61,011	4,726	65,737	− 23	44	3,610,640	290,949	3,901,589	− 17	106
Saskatchewan	38,924	2,449	41,373	− 25	63	2,306,801	150,347	2,457,148	− 25	146
Alberta	100,827	6,673	107,500	− 23	72	6,481,800	429,171	6,910,971	− 24	158
British Columbia — Colombie-Britannique	226,701	10,985	237,686	− 18	104	15,367,624	749,647	16,117,261	− 17	211
Outside Canada — Extérieur du Canada	462	4	466	3	59	32,578	125	32,703	3	142

(1) Adjustments amounting to $977,862 reduces total benefit paid to $128,137,824, see Table 8. — Les redressements s'élevant à $977,862 ont réduit le montant des prestations versées à $128,137,824 voir le Tableau 8.

TABLE 2. Estimates of Persons Exposed to Unemployment Insurance

TABLEAU 2. Estimation du nombre de personnes assujetties à l'assurance-chômage

	Month — Mois	Total
		000's
1972	January — Janvier	7,608
	February — Février	7,590
	March — Mars	7,684
	April — Avril	7,647
	May — Mai	7,807
	June — Juin	7,977
	July — Juillet	8,195
	August — Août	8,156
	September — Septembre	7,762

The insured population comprises persons who contribute to unemployment insurance plus claimants reporting to UIC offices. Coverage is nearly universal for members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. The only exclusions are (a) those 70 years of age or over, (b) those to whom a retirement pension under the Canada or Quebec Pension Plans has become payable and (c) persons with inconsiderable employment, i.e., those with less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is less. Precise estimates of the covered population are not available. The approximate estimates in the table above are based on total labour force statistics for persons under 70 years of age and have not been adjusted for the other two exclusions. The data in the table begin with January 1972 when unemployment insurance coverage was extended to its present level.

For estimate of the insured population for 1969-71 see April 1972 edition of 73-001.

La population assurée se compose des personnes qui contribuent au régime d'assurance-chômage et des prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de la C.A.C. Le régime s'étend à presque tous les membres de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Les seules personnes exclues sont a) celles qui ont 70 ans et plus, b) celles qui ont déjà acquis le droit à une pension de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou à une rente de retraite en vertu du Régime de rentes du Québec, et c) celles dont l'emploi est négligeable, c'est-à-dire celles dont la rémunération est inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux. Il n'existe pas d'estimations précises de la population assurée. Les estimations approximatives qui figurent dans le tableau ci-dessus sont fondées sur les statistiques d'activité pour les personnes de moins de 70 ans; ces statistiques n'ont pas été rectifiées pour tenir compte des deux autres groupes de personnes exclues. Le tableau présente les chiffres à partir de janvier 1972, date où le régime d'assurance-chômage a pris l'ampleur qu'il a aujourd'hui.

Pour la période 1969-71, on trouvera l'estimation de la population assurée dans la livraison d'avril 1972 du bulletin 73-001.

TABLE 3. Initial and Renewal Claims Received in District Offices, by Province, September 1972

TABLEAU 3. Demandes initiales et demandes renouvelées reçues aux bureaux de district, par province, septembre 1972

Province	1972			1971		
	Total(1)	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Total	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
TOTAL	173,281	148,319	24,962	144,498	112,524	31,974
Newfoundland — Terre-Neuve	5,622	4,906	716	4,032	3,147	885
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	856	774	82	519	418	101
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	6,609	5,731	878	5,597	4,477	1,120
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	5,857	5,207	650	5,452	4,354	1,098
Québec	51,158	43,406	7,752	43,690	33,667	10,023
Ontario	58,311	49,434	8,877	49,948	38,907	11,041
Manitoba	6,110	5,469	641	5,596	4,454	1,142
Saskatchewan	4,619	4,069	550	3,285	2,724	561
Alberta	11,950	10,294	1,656	8,693	6,808	1,885
British Columbia — Colombie-Britannique	22,116	18,964	3,152	17,634	13,529	4,105
Outside Canada — Extérieur du Canada	73	65	8	52	39	13

(1) In addition 116,245 revised claims were received. — En outre, 116,245 demandes révisées ont été reçues.

TABLE 4. Initial and Renewal(1, 2) Claims Allowed, by Type and Province, September 1972

TABLEAU 4. Demandes initiales et demandes renouvelées(1, 2) acceptées, selon le genre et la province, septembre 1972

Province	Initial claims — Demandes initiales							Renewal claims — Demandes renouvelées
	Regular benefit — Prestations ordinaires	Special benefits — Prestations spéciales					Total(1)	
		Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Sub-total — Total partiel		
TOTAL	109,288	8,015	3,500	887	27	12,429	121,717	24,797
Newfoundland — Terre-Neuve	3,724	93	90	5	17	205	3,929	702
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	591	45	19	5	—	69	660	82
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	3,349	251	75	23	9	358	3,707	770
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	4,255	230	84	21	—	335	4,590	643
Québec	32,009	2,524	661	139	1	3,325	35,334	7,348
Ontario	36,183	3,166	1,752	406	—	5,324	41,507	8,933
Manitoba	4,037	359	155	71	—	585	4,622	622
Saskatchewan	2,971	198	102	36	—	336	3,307	542
Alberta	6,625	501	272	81	—	854	7,479	1,365
British Columbia — Colombie-Britannique	15,486	648	290	100	—	1,038	16,524	3,786
Outside Canada — Extérieur du Canada	58	—	—	—	—	—	58	4

(1) In addition 66,276 revised claims were allowed. — En outre 66,276 demandes révisées ont été acceptées.
(2) Claims allowed include initial and renewal claims allowed with and without disqualification and claims which were previously not allowed and are now allowed. — Comprend les demandes exclues du bénéfice des prestations et les demandes non acceptées auparavant.

TABLE 5. Claimants Currently Reporting to District Offices by Number of Weeks on Claim, Province and Sex

TABLEAU 5. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le nombre de semaines écoulées de la période de prestations, la province et le sexe

(Counted on last working day of the month — Comptés le dernier jour ouvrable du mois)

Province and sex — Province et sexe	Claimants Total Prestataires	Number of weeks on claim — Nombre de semaines écoulées de la période de prestations				Claimants Total Prestataires
		1-4	5-13	14-26	27 or more — 27 ou plus	
	September 29, 1972 — Septembre					September 30, 1971 — Septembre
TOTAL	692,212	161,687	202,761	181,478	146,286	432,748
Male — Hommes	364,775	89,348	105,925	96,069	73,433	242,380
Female — Femmes	327,437	72,339	96,836	85,409	72,853	190,368
Newfoundland — Terre-Neuve	24,864	4,589	6,606	5,328	8,341	11,495
Male — Hommes	17,279	3,050	4,542	3,829	5,858	8,106
Female — Femmes	7,585	1,539	2,064	1,499	2,483	3,389
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	3,169	774	958	698	739	1,532
Male — Hommes	1,623	377	529	392	325	872
Female — Femmes	1,546	397	429	306	414	660
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	27,705	5,250	8,360	7,252	6,843	18,077
Male — Hommes	16,257	3,000	4,940	4,477	3,840	12,311
Female — Femmes	11,448	2,250	3,420	2,775	3,003	5,766
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	25,907	5,642	7,338	6,869	6,058	13,963
Male — Hommes	14,854	3,024	4,105	4,049	3,676	8,766
Female — Femmes	11,053	2,618	3,233	2,820	2,382	5,197
Québec	214,149	47,811	59,456	56,758	50,124	134,069
Male — Hommes	117,585	27,213	32,895	30,638	26,839	77,190
Female — Femmes	96,564	20,598	26,561	26,120	23,285	56,879
Ontario	230,294	56,497	70,673	60,850	42,274	159,617
Male — Hommes	111,500	29,966	33,536	29,579	18,419	85,179
Female — Femmes	118,794	26,531	37,137	31,271	23,855	74,438
Manitoba	23,828	6,047	7,035	5,881	4,865	16,409
Male — Hommes	11,183	3,108	3,411	2,658	2,006	8,762
Female — Femmes	12,645	2,939	3,624	3,223	2,859	7,647
Saskatchewan	16,385	4,716	4,620	3,995	3,054	8,774
Male — Hommes	7,649	2,280	2,111	1,966	1,292	4,442
Female — Femmes	8,736	2,436	2,509	2,029	1,762	4,332
Alberta	40,378	10,687	12,698	10,376	6,617	22,835
Male — Hommes	19,456	5,444	6,051	5,125	2,836	11,885
Female — Femmes	20,922	5,243	6,647	5,251	3,781	10,950
British Columbia — Colombie-Britannique	85,326	19,570	24,975	23,424	17,357	45,759
Male — Hommes	47,290	11,836	13,782	13,337	8,335	24,755
Female — Femmes	38,036	7,734	11,193	10,087	9,022	21,004
Outside Canada — Extérieur du Canada	207	104	42	47	14	218
Male — Hommes	99	50	23	19	7	112
Female — Femmes	108	54	19	28	7	106

TABLE 6. Claimants Currently Reporting to District Offices by Type, Province and Sex, September 1972

TABLEAU 6. Prestataires qui envoient des déclarations de chômage aux bureaux de district, selon le genre de prestations, la province et le sexe, septembre 1972

Province and sex — Province et sexe	Type of Benefit — Genre de prestations				
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Fishing — Pêche	Total
TOTAL	649,463	24,828	17,821	100	692,212
Male — Hommes	351,100	13,582	—	93	364,775
Female — Femmes	298,363	11,246	17,821	7	327,437
Newfoundland — Terre-Neuve	24,175	337	284	68	24,864
Male — Hommes	16,968	244	—	67	17,279
Female — Femmes	7,207	93	284	1	7,585
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	2,985	113	71	—	3,169
Male — Hommes	1,556	67	—	—	1,623
Female — Femmes	1,429	46	71	—	1,546
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	26,142	1,066	475	22	27,705
Male — Hommes	15,571	664	—	22	16,257
Female — Femmes	10,571	402	475	—	11,448
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	24,737	792	374	4	25,907
Male — Hommes	14,413	438	—	3	14,854
Female — Femmes	10,324	354	374	1	11,053
Québec	202,023	7,966	4,159	1	214,149
Male — Hommes	113,094	4,490	—	1	117,585
Female — Femmes	88,929	3,476	4,159	—	96,564
Ontario	212,121	9,836	8,337	—	230,294
Male — Hommes	106,302	5,198	—	—	111,500
Female — Femmes	105,819	4,638	8,337	—	118,794
Manitoba	22,174	834	820	—	23,828
Male — Hommes	10,746	437	—	—	11,183
Female — Femmes	11,428	397	820	—	12,645
Saskatchewan	15,410	490	485	—	16,385
Male — Hommes	7,387	262	—	—	7,649
Female — Femmes	8,023	228	485	—	8,736
Alberta	38,010	1,141	1,227	—	40,378
Male — Hommes	18,893	563	—	—	19,456
Female — Femmes	19,117	578	1,227	—	20,922
British Columbia — Colombie-Britannique	81,480	2,253	1,588	5	85,326
Male — Hommes	46,071	1,219	—	—	47,290
Female — Femmes	35,409	1,034	1,588	5	38,036
Outside Canada — Extérieur du Canada	206	—	1	—	207
Male — Hommes	99	—	—	—	99
Female — Femmes	107	—	1	—	108

TABLE 7. Benefit Payment Activities, by Type of Benefit, September 1972

TABLEAU 7. Service des prestations, selon le genre de prestations, septembre 1972

Type of benefit — Genre de prestations	Benefit paid — Prestations servies				
	Dollars			Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
	September 1972 — Septembre	August 1972 — Août	September 1971 — Septembre	August 1972 — Août	September 1971 — Septembre
Regular — Ordinaire	121,515,813	136,979,497	18,822,193	− 11	...
Sickness — Maladie	4,210,315	4,624,021	498,799	− 9	...
Maternity — Maternité	3,126,815	2,885,318	1,073,197	8	...
Retirement — Retraite	238,680	227,144	242,333	5	...
Fishing — Pêche	24,063	34,279	11,937	− 30	...
New act — Total — Nouvelle loi	129,115,686	144,750,259	20,648,459	− 11	...
Old act — Ancienne loi	−	−	30,288,312	−	...
Sub-total — Total partiel	−	−	−	−	−
Adjustments (1) — Ajustements (1)	977,862	943,298	−	4	...
Total	128,137,824	143,806,961	50,936,771	− 11	152
	Weeks paid — Prestations hebdomadaires				
	Number — Nombre			Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
	September 1972 — Septembre	August 1972 — Août	September 1971 — Septembre	August 1972 — Août	September 1971 — Septembre
Regular — Ordinaires	1,968,092	2,251,545	357,359	− 13	...
Sickness — Maladie	62,717	74,155	9,691	− 15	...
Maternity — Maternité	50,756	48,422	18,971	5	...
Retirement — Retraite	2,947	2,898	4,227	2	...
Fishing — Pêche	311	443	181	− 30	...
New act — Total — Nouvelle loi	2,084,823	2,377,463	390,429	− 12	...
Old act — Ancienne loi	−	−	794,664	−	...
Total	2,084,823	2,377,463	1,185,093	− 12	76
	Average weekly payment — Prestations hebdomadaires moyennes				
	Dollars			Per cent change from — Pourcentage de variation par rapport à	
	September 1972 — Septembre	August 1972 — Août	September 1971 — Septembre	August 1972 — Août	September 1971 — Septembre
Regular — Ordinaires	61.74	60.84	52.67	1	17
Sickness — Maladie	67.13	62.36	51.47	8	30
Maternity — Maternité	61.60	59.59	56.57	3	9
Retirement — Retraite	80.99	78.38	57.33	3	41
Fishing — Pêche	77.37	77.38	65.95	--	17
New act — Total — Nouvelle loi	61.93	60.88	52.89	2	17
Old act — Ancienne loi	−	−	38.11	−	...
Total	61.93	60.88	42.98	2	44

(1) Cancelled warrants and collection of overpayments. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

TABLE 8. Amount of Benefit Paid by Province and Type, September 1972

TABLEAU 8. Montant des prestations servies par province et par genre, septembre 1972

Province	Type of benefit — Genre de prestations							
	Regular — Ordinaires	Sickness — Maladie	Maternity — Maternité	Retirement — Retraite	Fishing — Pêche	Total	Adjustments(1) — Ajustements(1)	Total
TOTAL	121,515,813	4,210,315	3,126,815	238,680	24,063	129,115,686	977,862	128,137,824
Newfoundland — Terre-Neuve	3,668,063	49,913	41,389	1,363	14,282	3,775,010	12,841	3,762,169
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	411,076	22,258	8,720	887	291	443,232	1,684	441,548
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	4,178,001	166,635	72,959	7,688	6,448	4,431,731	22,433	4,409,298
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	3,755,362	125,227	53,998	6,335	70	3,940,992	23,484	3,917,508
Québec	41,511,805	1,460,198	833,269	33,521	1,055	43,839,848	342,495	43,497,353
Ontario	40,192,063	1,529,228	1,430,806	113,104	—	43,265,201	345,770	42,919,431
Manitoba	3,610,640	155,739	119,879	15,322	9	3,901,589	35,853	3,865,736
Saskatchewan	2,306,801	73,222	69,157	7,968	—	2,457,148	20,694	2,436,454
Alberta	6,481,800	203,865	202,296	22,991	19	6,910,971	52,099	6,858,872
British Columbia — Colombie-Britannique	15,367,624	423,905	294,342	29,501	1,889	16,117,261	120,509	15,996,752
Outside Canada — Extérieur du Canada	32,578	125	—	—	—	32,703	—	32,703

(1) Collection of overpayments and cancelled warrants. — Mandats retirés et collecte des prestations versées en trop.

Regions for Extended Benefit

Region 1. — In the Province of British Columbia: Census Division 4 (except subdivisions A and B); subdivisions A, B and C of Census Division 5.

Region 2. — In the Province of British Columbia: Census Divisions 1, 2 and 3; subdivisions A and B of Census Division 4; subdivisions D, E and F of Census Division 5; Census Division 6.

Region 3. — The Province of Alberta (except that portion which lies north of the Alberta Peace River Region and the northern portion of Census Division 12).

Region 4. — The Province of Saskatchewan (except Census Division 18).

Region 5. — The Province of Manitoba (except Census Division 16).

Region 6. — In the Province of Ontario: the counties of Kenora, Thunder Bay and Cochrane (except such portions of the foregoing counties as lie north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line); the counties of Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce and Manitoulin.

Region 7. — In the Province of Ontario: the counties of Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford and Norfolk.

Region 8. — In the Province of Ontario: the counties of Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland and Prince Edward.

Region 9. — In the Province of Ontario: the counties of Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox and Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry and Prescott.

Region 10. — In the province of Quebec: the counties of Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes and Beauharnois (except the municipalities of St-Louis and St-Stanislas and St-Timothée); in the county of Châteauguay, the municipality of Ste-Philomène; the county of Laprairie (except the municipality of St-Jacques); in the county of St-Jean, the municipalities of Lacadie and St-Jean; in the county of Iberville, the municipality of St-Athanase; the county of Verchères (except the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie); the county of Richelieu (except the municipalities of St-Ours and Ste-Victoire); in the county of L'Assomption, the municipalities of St-Charles, St-Henri, St-Joachim and St-Lin; in the county of Terrebonne, the municipalities of Lesage, Piedmont, St-Anne-des-Lacs, Ste-Anne-des-Plaines, St-Antoine, St-Hippolyte, St-Janvier, St-Janvier-de-Lacroix, St-Jerome, St-Louis, St-Sauveur, Ste-Sophie, St-Thérèse and St-Thérèse-Ouest; in the county of Argenteuil, the municipalities of Chatham, Gore, Mille-Isles, St-André, St-Jérusalem and Wentworth; in the county of Vaudreuil the municipalities of Notre-Dame-de-l'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, St-Lazare and Vaudreuil.

Region 11. — In the province of Quebec: in the county of Vaudreuil, the municipalities of Ste-Justine, Ste-Madeleine, Ste-Marthe, and Très-St-Rédempteur; the county of Châteauguay (except the municipality of

Régions établies aux fins des périodes de prolongation des prestations

Région 1. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Division de recensement 4 (sauf les subdivisions A et B); subdivisions A, B et C de la Division de recensement 5.

Région 2. — Dans la province de la Colombie-Britannique: Divisions de recensement 1, 2 et 3; subdivisions A et B de la Division de recensement 4; subdivisions D, E et F de la Division de recensement 5; Division de recensement 6.

Région 3. — La province d'Alberta (sauf la partie qui est située au nord de la région de la rivière de la Paix d'Alberta et la partie septentrionale de la Division de recensement 12).

Région 4. — La province de la Saskatchewan (sauf la Division de recensement 18).

Région 5. — La province du Manitoba (sauf la Division de recensement 16).

Région 6. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Kenora, Thunder Bay et Cochrane (sauf la partie de ces comtés située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du Canadien National et passant à 10 milles au nord de cette voie); les comtés de Rainy River, Sudbury, Algoma, Timiskaming, Nipissing, Parry Sound, Muskoka, Grey, Simcoe, Dufferin, Huron, Bruce et Manitoulin.

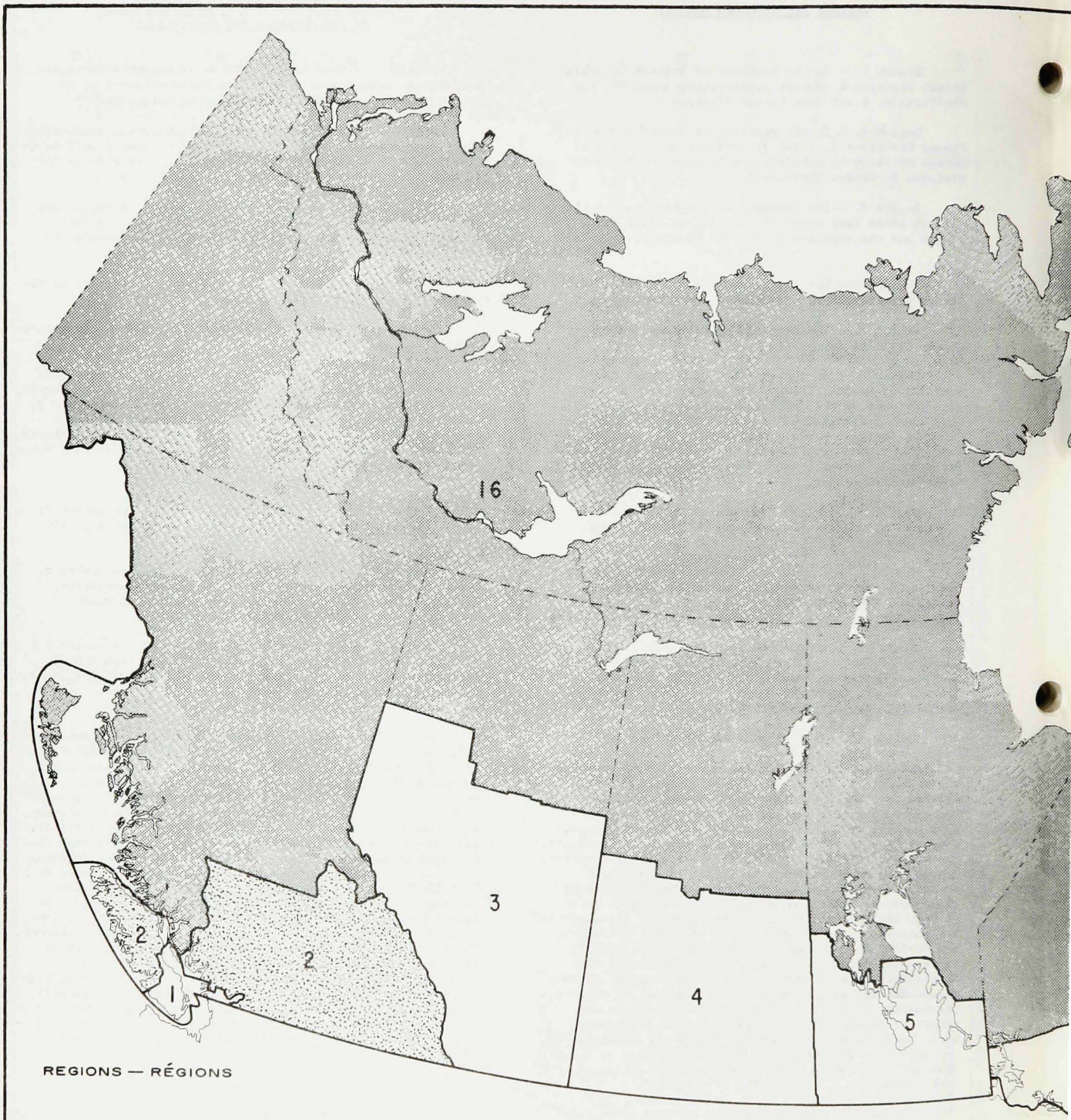
Région 7. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Lambton, Kent, Essex, Middlesex, Elgin, Oxford et Norfolk.

Région 8. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Perth, Wellington, Waterloo, Brant, Haldimand, Wentworth, Welland, Lincoln, Halton, Peel, York, Ontario, Durham, Northumberland et Prince Edward.

Région 9. — Dans la province d'Ontario: les comtés de Victoria, Peterborough, Haliburton, Hastings, Lennox et Addington, Frontenac, Renfrew, Lanark, Leeds, Carleton, Dundas, Russell, Stormont, Grenville, Glengarry et Prescott.

Région 10. — Dans la province de Québec: les comtés de l'Île-de-Montréal, Chambly, Deux-Montagnes et Beauharnois (sauf les municipalités de Saint-Louis, Saint-Stanislas et Saint-Timothée); dans le comté de Châteauguay, la municipalité de Sainte-Philomène; le comté de Laprairie (sauf la municipalité de Saint-Jacques); dans le comté de Saint-Jean, les municipalités de Lacadie et de Saint-Jean; dans le comté d'Iberville, la municipalité de Saint-Athanase; le comté de Verchères (sauf les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie); le comté de Richelieu (sauf les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire); dans le comté de L'Assomption, les municipalités de Saint-Charles, Saint-Henri, Saint-Joachim et Saint-Lin; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Lesage, Piedmont, Sainte-Anne-des-Lacs, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Antoine, Saint-Hippolyte, Saint-Janvier, Saint-Janvier-de-Lacroix, Saint-Jérôme, Saint-Louis, Saint-Sauveur, Sainte-Sophie, Sainte-Thérèse et Sainte-Thérèse-Ouest; dans le comté d'Argenteuil, les municipalités de Chatham, Gore, Mille-Isles, Saint-André, Saint-Jérusalem et Wentworth; dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Notre-Dame-de-L'Île Perrot, Terrasse-Vaudreuil, Saint-Lazare et Vaudreuil.

Région 11. — Dans la province de Québec: dans le comté de Vaudreuil, les municipalités de Sainte-Justine, Sainte-Madeleine, Sainte-Marthe et Très-Saint-Rédempteur; le comté de Châteauguay (sauf la municipalité de Sainte-Philomène); dans le comté de



REGIONS — RÉGIONS

1. Vancouver - Victoria
2. Southern British Columbia / Sud de la Colombie-Britannique
3. Alberta
4. Saskatchewan
5. Manitoba
6. North Western Ontario / Nord-ouest de l'Ontario
7. London - Windsor
8. Hamilton - Toronto
9. Eastern Ontario / Est de l'Ontario
10. Montreal / Montréal
11. Eastern Townships / Cantons de l'est
12. St. Lawrence - Gaspé / Saint-Laurent - Gaspésie
13. New Brunswick and Prince Edward Island / Nouveau-Brunswick — Île-du-Prince-Édouard
14. Nova Scotia / Nouvelle-Écosse
15. Newfoundland / Terre-Neuve
16. Rest of Canada / Reste du Canada

Eligible for extended Regional Benefit

Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations

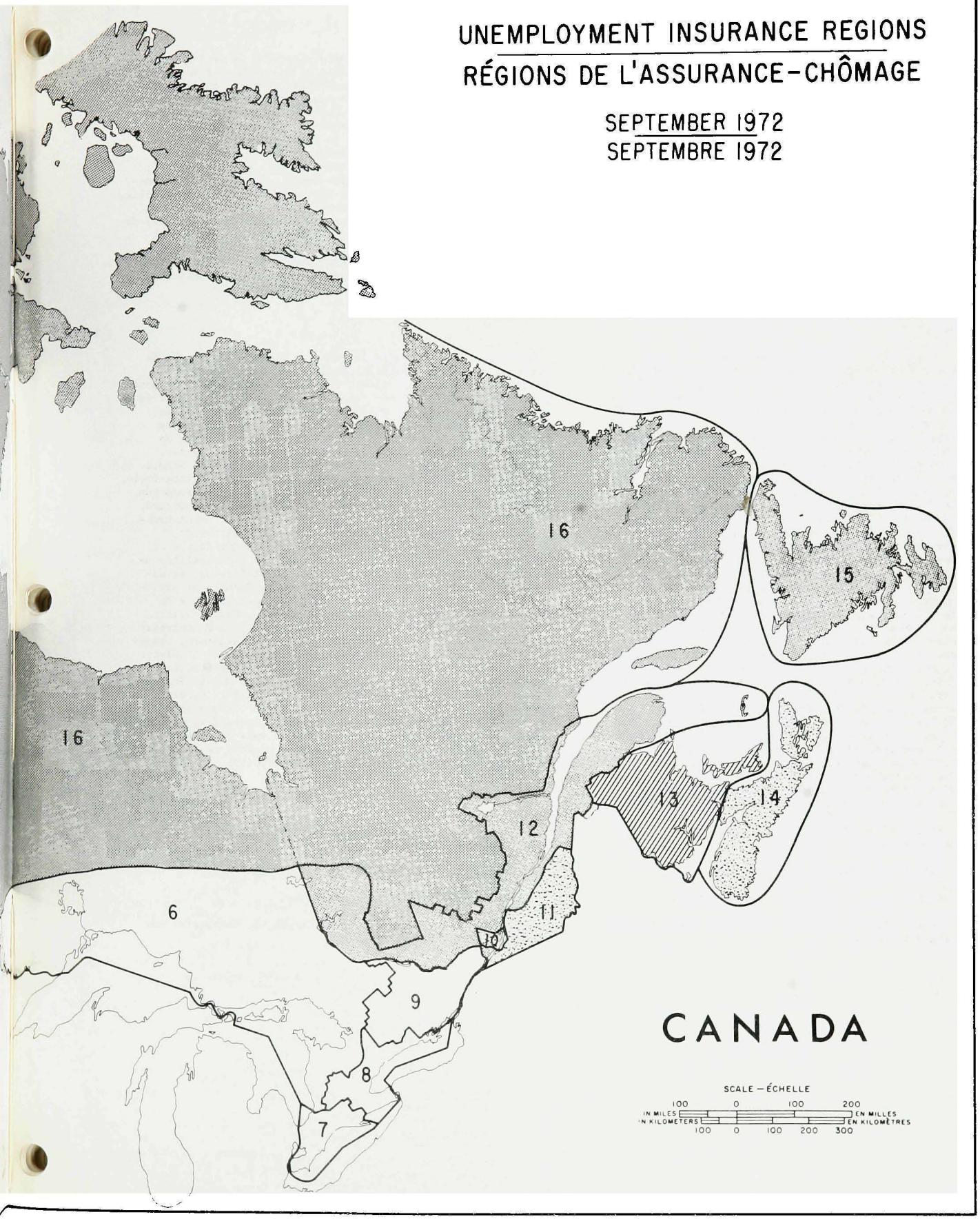
6 weeks / semaines

12 weeks / semaines

18 weeks / semaines

UNEMPLOYMENT INSURANCE REGIONS
RÉGIONS DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE

SEPTEMBER 1972
SEPTEMBRE 1972



Ste-Philomène); in the county of Laprairie the municipality of St-Jacques; in the county of St-Jean (except the municipalities of St-Jean and Lacadie); the county of Iberville (except the municipality of St-Athanase); in the county of Verchères, the municipalities of St-Antoine-de-Padoue, St-Antoine-sur-Richelieu, St-Marc and Ste-Théodosie; in the county of Richelieu, the municipality of St-Ours and Ste-Victoire; the county of Dorchester (except the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and Ste-Marguerite); in the county of Bellechasse, the municipalities of Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, St-Cajetan d'Armagh, St-Camille, St-Damien, St-Magloire, St-Nérée, St-Philémon and Ste-Sabine; the county of Montmagny (except the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-Francois, St-Pierre and Montmagny); the counties of Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, St-Hyacinthe, Soulanges et Napierville.

Region 12. — In the province of Quebec: the counties of Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, St-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac St-Jean-Ouest and Saguenay (except the unorganized subdivisions of the foregoing counties); in the county of Argenteuil the municipalities of Arundel, Grenville, Harrington, Huberdean, Lac-des-Seize-Îles, Montcalm, Morin Heights, St-Adolphe and Wentworth-North; in the county of Terrebonne, the municipalities of Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Ste-Adèle, Ste-Agathe, St-Faustin, St-Joseph, St-Jovite, Ste-Lucie, Ste-Marguerite and Val-Morin; in the county of L'Assomption, the municipalities of L'Assomption, L'Épiphanie, St-Gérard, St-Paul-l'Ermite, St-Sulpice, St-Roch and St-Roch-Ouest; in the county of Montmagny, the municipalities of Berthier, Cap-St-Ignace, St-François, St-Pierre and Montmagny; in the county of Bellechasse, the municipalities of Honfleur, La Durantaye, St-Charles, St-Étienne, St-Gervais; St-Lazarre, St-Michel, St-Raphaël and St-Vallier; in the county of Dorchester, the municipalities of Louis-Joliette, St-Anselme, St-Bernard, Ste-Claire, St-Isidore and St-Marguerite; the counties of Montmorency No. 1, Montmorency No. 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Islet, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-St-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (except subdivision 19 — unorganized), Gatineau (except that portion which lies north of Lytton and Sicotte), Témiscamingue, and Abitibi (except such portion as lies north of a line drawn parallel to and 10 miles north of the Canadian National Railway main line and such portion as lies east of the Bell River).

Region 13. — The provinces of New Brunswick and Prince Edward Island.

Region 14. — The Province of Nova Scotia.

Region 15. — The Island of Newfoundland.

Region 16. — In northern Canada the areas excluded from regions 1 to 15.

Laprairie, la municipalité de Saint-Jacques; le comté de Saint-Jean (sauf les municipalités de Saint-Jean et Lacadie); le comté d'Iberville (sauf la municipalité de Saint-Athanase); dans le comté de Verchères, les municipalités de Saint-Antoine-de-Padoue, Saint-Antoine-sur-Richelieu, Saint-Marc et Sainte-Théodosie; dans le comté de Richelieu, les municipalités de Saint-Ours et Sainte-Victoire; le comté de Dorchester (sauf les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite); dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Notre-Dame-Auxiliatrice-de-Buckland, Saint-Cajetan d'Armagh, Saint-Camille, Saint-Damien, Saint-Magloire, Saint-Nérée, Saint-Philémon et Sainte-Sabine; le comté de Montmagny (sauf les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny); les comtés d'Arthabaska, Bagot, Beauce, Brome, Compton, Drummond, Frontenac, Huntingdon, Mégantic, Missisquoi, Richmond, Rouville, Wolfe, Shefford, Sherbrooke, Stanstead, Yamaska, Saint-Hyacinthe, Soulanges et Napierville.

Région 12. — Dans la province de Québec: les comtés de Montcalm, Joliette, Berthier, Maskinongé, Saint-Maurice, Champlain, Québec, Chicoutimi, Lac-Saint-Jean-Ouest et Saguenay (sauf les subdivisions non organisées de ces comtés); dans le comté d'Argenteuil, les municipalités d'Arundel, Grenville, Harrington, Huberdeau, Lac-des-Seize-îles, Montcalm, Morin Heights, Saint-Adolphe et Wentworth-Nord; dans le comté de Terrebonne, les municipalités de Brébeuf, Ivry-sur-le-Lac, Lac-Supérieur, Lantier, Mont-Tremblant, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Saint-Faustin, Saint-Joseph, Saint-Jovite, Sainte-Lucie, Sainte-Marguerite et Val-Morin; dans le comté de L'Assomption, les municipalités de L'Assomption, L'Épiphanie, Saint-Gérard, Saint-Paul-l'Ermite, Saint-Sulpice, Saint-Roch et Saint-Roch-Ouest; dans le comté de Montmagny, les municipalités de Berthier, Cap-Saint-Ignace, Saint-François, Saint-Pierre et Montmagny; dans le comté de Bellechasse, les municipalités de Honfleur, la Durantaye, Saint-Charles, Saint-Étienne, Saint-Gervais, Saint-Lazarre, Saint-Michel, Saint-Raphaël et Saint-Vallier; dans le comté de Dorchester, les municipalités de Louis-Joliette, Saint-Anselme, Saint-Bernard, Sainte-Claire, Saint-Isidore et Sainte-Marguerite; les comtés de Montmorency nº 1, Montmorency nº 2, Lotbinière, Lévis, Bonaventure, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest, Îles-de-la-Madeleine, Kamouraska, L'Îslet, Matane, Matapédia, Rimouski, Rivière-du-Loup, Témiscouata, Lac-Saint-Jean-Est, Charlevoix-Est, Charlevoix-Ouest, Portneuf, Nicolet, Labelle, Hull, Papineau, Pontiac (sauf la subdivision 19 — non organisée), Gatineau (sauf la partie située au nord de Lytton et Sicotte), Témiscamingue et Abitibi (sauf la partie située au nord d'une ligne parallèle à la voie principale du National-Canadien et passant à 10 milles au nord de cette voie et la partie située à l'est de la rivière Bell).

Région 13. — Les provinces du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard.

Région 14. — La province de la Nouvelle-Écosse.

Région 15. — L'île de Terre-Neuve.

Région 16. — Dans le Nord du Canada, le territoire non compris dans les régions 1 à 15.

TABLE 9. Reasons for Disqualification for Benefit, by Province, September 1972

TABLEAU 9. Raisons des exclusions du bénéfice des prestations, par province, septembre 1972

Province	Disqualifications Total — Des exclusions	Not unemployed or no interruption of earnings — Non en chômage ou pas d'arrêt de rémunération		Not capable or not available — Incapacité ou non disponibilité		Labour dispute — Conflit collectif	
		Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage
TOTAL	80,306	10,252	12.8	21,475	26.7	3,421	4.2
Newfoundland — Terre-Neuve	2,312	185	8.0	740	32.0	49	2.1
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	376	51	13.6	154	41.0	2	0.5
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	2,429	410	16.9	698	28.7	3	0.1
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	2,667	251	9.4	1,067	40.0	7	0.3
Québec	23,180	4,557	19.7	6,155	26.6	313	1.4
Ontario	27,640	2,576	9.3	7,934	28.7	1,156	4.2
Manitoba	3,104	436	14.0	729	23.5	19	0.6
Saskatchewan	2,290	251	11.0	702	30.6	3	0.1
Alberta	5,129	581	11.3	1,245	24.3	—	—
British Columbia — Colombie-Britannique	11,151	954	8.6	2,033	18.2	1,869	16.8
Outside Canada — Extérieur du Canada	28	—	—	18	64.3	—	—

Province	Refusal of suitable work — Refus d'un emploi convenable		Misconduct — Inconduite		Voluntary quit — Départ volontaire		Incomplete documentation — Documentation incomplète		Others — Autres	
	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage	Number — Nombre	Per cent — Pourcentage
TOTAL	223	0.3	2,282	2.8	24,799	30.9	10,249	12.8	7,605	9.5
Newfoundland — Terre-Neuve	19	0.8	61	2.7	879	38.0	101	4.4	278	12.0
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	2	0.5	2	0.5	83	22.1	34	9.0	48	12.8
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	15	0.6	43	1.8	719	29.6	292	12.0	249	10.3
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	10	0.4	64	2.4	791	29.7	172	6.4	305	11.4
Québec	51	0.2	742	3.2	5,481	23.6	3,809	16.4	2,072	8.9
Ontario	105	0.4	897	3.2	8,504	30.8	3,295	11.9	3,173	11.5
Manitoba	1	--	124	4.0	1,057	34.1	508	16.4	230	7.4
Saskatchewan	4	0.2	15	0.6	755	33.0	366	16.0	194	8.5
Alberta	4	0.1	134	2.6	2,140	41.7	674	13.2	351	6.8
British Columbia — Colombie-Britannique	12	0.1	200	1.8	4,382	39.3	996	8.9	705	6.3
Outside Canada — Extérieur du Canada	—	—	—	—	8	28.6	2	7.1	—	

TABLE 10. Disposition of Initial and Renewal Claims, by Province

TABLEAU 10. Demandes initiales et demandes renouvelées, par province

Province	Adjudicated — Réglées					Pending — En instance	
	Total	Entitled to benefit — Donnant droit aux prestations		Not entitled to benefit — Ne donnant pas droit aux prestations		Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées
		Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées	Initial — Initiales	Renewal — Renouvelées		
	September — 1972 — Septembre						
TOTAL	162,504(1)	74,343	18,371	63,364	6,426	58,373	8,040
Newfoundland — Terre-Neuve	5,211	2,638	518	1,871	184	1,646	101
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	762	490	59	190	23	275	17
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	5,045	2,537	606	1,738	164	2,887	306
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	5,539	3,211	467	1,685	176	1,757	166
Québec	47,967	21,059	5,631	19,560	1,717	15,463	2,445
Ontario	55,790	26,060	6,826	20,797	2,107	18,954	2,681
Manitoba	5,902	2,668	458	2,612	164	1,969	203
Saskatchewan	4,258	1,834	360	1,882	182	1,383	119
Alberta	9,670	3,983	945	4,322	420	4,096	772
British Columbia — Colombie-Britannique	22,298	9,850	2,499	8,662	1,287	9,835	1,222
Outside Canada — Extérieur du Canada	62	13	2	45	2	108	8
	September — 1971 — Septembre						
TOTAL	141,132	59,961	26,228	49,846	5,097	34,614	5,814
Newfoundland — Terre-Neuve	3,884	1,696	709	1,334	145	857	156
Prince Edward Island — Île-du-Prince-Édouard	430	213	65	141	11	168	39
Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	5,181	2,371	913	1,751	146	1,138	195
New Brunswick — Nouveau-Brunswick	4,931	2,301	775	1,617	238	1,484	265
Québec	43,097	18,283	7,910	15,332	1,572	10,960	2,108
Ontario	49,435	21,545	9,644	16,634	1,612	11,099	1,678
Manitoba	5,351	2,069	897	2,141	244	1,676	334
Saskatchewan	2,902	1,280	421	1,119	82	954	142
Alberta	8,285	3,483	1,539	2,926	337	2,195	260
British Columbia — Colombie-Britannique	17,537	6,673	3,343	6,811	710	4,066	631
Outside Canada — Extérieur du Canada	99	47	12	40	—	17	6

(1) In addition 118,417 revised claims were disposed of. Of these, 14,195 were special requests not granted and 1,989 were appeals by claimants. There were 22,842 revised claims pending at the end of the month. — En outre, on a réglé 118,417 demandes révisées, dont 14,195 demandes spéciales qui furent rejetées, et 1,989 appels de la part des requérants. Il y avait 22,842 demandes révisées en instance à la fin du mois.

TABLE 11. Regional Unemployment Rates(1)

TABLEAU 11. Taux(1) régional de chômage

Région	1972											
	January — Janvier	February — Février	March — Mars	April — Avril	May — Mai	June — Juin	July — Juillet	August — Août	September — Septembre	October — Octobre	November — Novembre	December — Décembre
1. Vancouver — Victoria	6.9	6.8	6.8	6.8	6.9	7.1	7.1	7.2	7.3			
2. Southern British Columbia — Sud de la Colombie-Britannique	7.7(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.6(a)	7.6(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.6(a)			
3. Alberta	4.5	4.4	4.3	4.2	4.2	4.2	4.2	4.3	4.3			
4. Saskatchewan	3.8	3.9	4.0	4.1	4.1	4.1	4.1	4.2	4.3			
5. Manitoba	4.9	4.9	5.0	5.0	4.9	4.8	4.7	4.6	4.6			
6. North Western Ontario — Nord-ouest de l'Ontario	5.3	5.3	5.3	5.2	5.3	5.3	5.5	5.6	5.7			
7. London — Windsor	5.2	5.1	5.0	4.8	4.5	4.3	4.2	4.1	4.0			
8. Hamilton — Toronto	5.1	5.1	5.0	4.9	4.8	4.8	4.8	4.8	4.7			
9. Eastern Ontario — Est de l'Ontario	5.1	4.9	4.9	4.8	4.9	4.9	4.9	4.8	4.8			
10. Montréal	7.5(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.4(a)	7.5(a)	7.4(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)			
11. Eastern Townships — Cantons de l'est	7.6(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.5(a)	7.6(a)	7.6(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)			
12. St. Lawrence — Gaspé — Saint-Laurent — Gaspésie	10.0(c)	9.9(c)	9.7(c)	9.5(c)	9.5(c)	9.5(c)	9.6(c)	9.7(c)	9.7(c)			
13. New Brunswick and Prince Edward Island — Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard	7.7(a)	7.7(a)	8.0(a)	7.9(a)	8.1(a)	8.1(a)	8.3(b)	8.3(b)	8.5(b)			
14. Nova Scotia — Nouvelle-Écosse	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.7(a)	7.8(a)	7.8(a)	7.7(a)	7.7(a)			
15. Newfoundland — Terre-Neuve	12.3(c)	12.3(c)	12.4(c)	12.3(c)	12.4(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)	12.5(c)			
16. Rest of Canada(2) — Reste du Canada(2)	..	..	..	..	..	..	..	..	..			
Canada	6.4	6.3	6.3	6.2	6.2	6.2	6.2	6.2	6.3			

(1) Unadjusted for seasonality-12 months moving average. — Données non désaisonnalisées-moyenne mobile sur 12 mois.

(2) Unemployment rates not available. — Eligible for extended Regional Benefit year-round. — Taux de chômage non disponibles. — Admissible toute l'année à des prestations de prolongation pour une région.

(a,b & c) Eligible for extended Regional Benefit; (a) = 6 weeks, (b) = 12 weeks, (c) = 18 weeks — Régions admissibles aux périodes de prolongation de prestations; (a) = 6 semaines, (b) = 12 semaines, (c) = 18 semaines

APPENDIX I

Unemployment Insurance in Canada

Unemployment Insurance has been part of Canada's social and economic life since the Unemployment Insurance Act was passed in 1940. Since that time the basic structure of the Act has remained unaltered. Various amendments have brought new categories of workers into the plan and contributions and benefit rates have been raised periodically to keep abreast of changing economic conditions.

In 1968, when Parliament approved upward revisions of both contributions and benefit rates, and broadened the scope of coverage, the Unemployment Insurance Commission was instructed to carry out a full scale investigation of that program and to recommend appropriate changes in philosophy and structure. The Unemployment Insurance Act, 1971, effective June 27, 1971, was the result of extensive studies, the basic objectives being:

(a) to provide assistance to cope with the contingency of an interruption of earnings resulting from unemployment, illness or pregnancy.

(b) to co-operate with other agencies engaged in social development.

Coverage

Under the Unemployment Insurance Act, 1971 coverage is universal for all regular members of the labour force for whom there exists an employer-employee relationship. There is only one measure of inconsiderable employment, i.e. less than 20 % of the maximum weekly insurable earnings or 20 times the provincial hourly minimum wage, whichever is the lesser.

The maximum weekly insurable earnings of an insured person is:

(a) for the year 1972, one hundred and fifty dollars;

(b) for each year thereafter, one hundred and fifty dollars multiplied by an annual Earnings Index as determined by the average of wages and salaries paid to employees in Canada.

Universality becomes effective January 2, 1972. Coverage, contributions and benefit entitlement cease for a person:

(a) at the age of 70, or

(b) to whom a retirement pension under the Canada Pension Plan or the Quebec Pension Plan has at any time become payable

Benefits

An insured person qualifies to receive benefit if he (a) has had eight or more weeks of insurable employment in his qualifying period(1) and (b) has had an interruption of earnings from employment. A clai-

(1) The qualifying period of an insured person is the shorter of:
(a) the period of fifty-two weeks that immediately precedes the commencement of an initial benefit period, and
(b) the period that begins on the commencement date of an immediately preceding initial benefit period and ends with the end of the week preceding the commencement of an initial benefit period.

ANNEXE I

L'assurance-chômage au Canada

L'assurance-chômage est entrée dans la vie économique et sociale du Canada avec l'adoption de la Loi sur l'assurance-chômage en 1940. Depuis cette date, la structure fondamentale de la Loi est demeurée inchangée. Diverses modifications ont assujetti au régime de nouvelles catégories de travailleurs et les taux de cotisation et de prestation ont été périodiquement relevés avec l'évolution de la situation économique.

En 1968, année où le Parlement a approuvé l'augmentation des cotisations et des prestations et étendu le champ d'application du régime, la Commission d'assurance-chômage a reçu pour mandat de soumettre tout le régime à un examen approfondi et de proposer une nouvelle conception et de nouvelles structures. La Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, qui est entrée en vigueur le 27 juin 1971, est le fruit d'études poussées; ses objectifs fondamentaux sont de

(a) prévoir du secours dans l'éventualité d'une interruption du revenu due au chômage, à la maladie ou à la maternité

(b) prévoir une franche collaboration avec d'autres organismes s'occupant de progrès social.

Champ d'application

En vertu de la Loi sur l'assurance-chômage de 1971, le régime s'étend à tous les effectifs réguliers de la population active pour lesquels il existe une relation employeur-employé. Il n'y a qu'un seul critère d'emploi négligeable, à savoir une rémunération inférieure à 20 % du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable ou à 20 fois le salaire horaire minimum dans la province, selon le moindre des deux.

Le maximum de la rémunération hebdomadaire assurable d'un assuré est,

(a) pour l'année 1972, de $150;

(b) pour chacune des années suivantes le produit de $150 par l'indice de rémunération de l'année (cet indice est fondé sur la moyenne des rémunérations versées aux travailleurs du Canada).

L'universalité du régime sera réalisée le 2 janvier 1972. La protection, les contributions et l'admissibilité aux prestations cessent pour une personne

(a) qui a 70 ans, ou

(b) qui a déjà acquis le droit de percevoir une pension ou rente de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec.

Prestations

Un assuré remplit les conditions requises pour recevoir des prestations en vertu de la présente loi (a) s'il a exercé un emploi assurable pendant huit semaines ou plus au cours de sa période de référence(1) et (b) s'il y a eu arrêt de la

(1) La période de référence d'un assuré est la plus courte des périodes suivantes:
(a) la période de 52 semaines qui précède le début d'une période initiale de prestations, et

(b) la période qui débute en même temps que la période initiale de prestations précédente et se termine à la fin de la semaine précédent le début d'une période initiale de prestations.

mant is an insured person who applies for or is in receipt of benefit. A "major attachment" claimant is a claimant who has been employed in insurable employment for twenty or more weeks in his qualifying period. A claimant with eight or more weeks but less than twenty weeks of insurable employment in his qualifying period is a "minor attachment" claimant. Major attachment claimants are eligible for a wider range of benefit that includes a prepayment of 3 weeks of regular benefit for work-shortage lay-offs, benefit payments when the interruption of earnings was caused by illness or pregnancy, and 3 weeks retirement benefit for older workers.

A claimant can draw to a maximum of 51 weeks of benefit depending upon his employment history, prevailing economic conditions and providing he meets the conditions of availability and capability.

When a person (qualified to receive benefit) applies for benefit an initial benefit period is established and benefits are payable for each week of unemployment of the claimant that falls in the initial benefit period.

The length of an initial benefit period is based on the number of weeks of insurable employment of the claimant in his qualifying period as shown in Table 1.

rémunération provenant de son emploi. Le prestataire est un assuré qui est demandeur ou bénéficiaire de prestations. Le prestataire de la première catégorie est celui qui a exercé un emploi assurable pendant au moins 20 semaines au cours de sa période de référence. Le prestataire qui a exercé un emploi assurable pendant au moins huit semaines et moins de vingt semaines au cours de sa période de référence est appelé prestataire de la deuxième catégorie. Les prestataires de la première catégorie sont admissibles à un plus vaste éventail de prestations, soit 3 prestations ordinaires hebdomadaires payées par anticipation pour licenciement en cas de pénurie de travail, des prestations si la rémunération cesse pour cause de maladie ou de grossesse et 3 prestations hebdomadaires de retraite payables aux travailleurs âgés.

Un prestataire peut retirer des prestations pendant une période maximum de 51 semaines selon l'emploi qu'il occupait, la situation économique du moment et pourvu qu'il satisfasse aux conditions de disponibilité et de capacité.

Lorsqu'une personne, qui remplit les conditions requises pour recevoir des prestations, formule une demande de prestations, une période initiale est établie et les prestations sont payables pour chaque semaine de chômage qui tombe dans la période initiale de prestations.

La durée d'une période initiale de prestations est déterminée en fonction du nombre de semaines d'emploi assurable du prestataire au cours de sa période de référence tel qu'indiqué au Tableau 1.

TABLE – 1 – TABLEAU

Weeks of insurable employment in qualifying period – Semaines d'emploi assurable de la période de référence	Length of initial benefit period – Durée de la période initiale de prestations	Maximum number of weeks for which initial benefits may be paid – Nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies
	weeks – semaines	
8 to – à 15	18	8
16	20	9
17	22	10
18	24	11
19	26	12
20 or more – ou plus	29	15

Table 1 also shows the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid. A claimant is not entitled to be paid benefit until following the commencement of the initial benefit period he has served a two week waiting period that begins with a week of unemployment for which benefits would otherwise be payable.

A major attachment claimant may be paid benefits in advance for the three weeks that immediately follow his waiting period if:

(a) his interruption of earnings was due to a shortage of work;

(b) at the time of his interruption of earnings neither he nor his employer expected that he would be re-employed by that employer for a period of at least five weeks after his interruption of earnings;

(c) he has served the two week waiting period; and

(d) at the termination of his waiting period

Le Tableau 1 donne aussi le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être servies. Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations tant que ne s'est pas écoulé à la suite de l'ouverture de cette période initiale de prestations, un délai de carence de deux semaines qui débute par une semaine de chômage pour laquelle des prestations devraient sans cela être servies.

Des prestations anticipées peuvent être servies par un prestataire de la première catégorie pour les trois semaines qui suivent le délai de carence

(a) si l'arrêt de rémunération était dû à une pénurie de travail,

(b) si, au moment de l'arrêt de sa rémunération, ni lui ni son employeur ne prévoyaient qu'il serait employé de nouveau par cet employeur avant qu'il se soit écoulé cinq semaines depuis l'arrêt de sa rémunération,

(c) si le délai de carence a été pour lui de deux semaines, et

(d) si, à la fin du délai de carence,

(1) he is not employed in employment that would continue
(2) he is capable and available for work, and

(3) he is not disentitled or disqualified from receiving benefit.

Sickness benefit is available for a maximum of 15 weeks for "major attachment" claimants who have suffered an interruption of earnings due to illness, injury or quarantine (excluding Workmen's Compensation). If a person is taken ill while on regular claim, sickness benefit is available but the combined duration of benefits during the initial benefit period cannot exceed 15 weeks.

Maternity benefit is available for 8 weeks before confinement, the week of confinement and 6 weeks after, to women who are major attachment claimants. They must also have been attached to the labour force at least 10 of the 20 weeks prior to the 30th week before the expected date of confinement.

Retirement benefit is available for 3 weeks. It is paid in a lump sum to major attachment claimants who are 70 years of age or over or to whom a retirement pension has become payable under the Canada Pension Plan or Quebec Pension Plan. In the case of those 70 or over, the application must be within 32 weeks after the 70th birthday as employment weeks are no longer earned after that time. The benefit is paid without a waiting period and without regard to earnings or availability.

The benefit rate for all claims will be 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period with a floor of $20 per week. For claimants with dependants and whose average qualifying earnings are equal to or less than one-third of the maximum weekly insurable earnings, the benefit rate is 75 %.

Work-related income in excess of 25 % of the weekly benefit rate is deducted. However, when advance benefits are paid to major attachment claimants, any income (as well as availability and capability requirements) in respect of the weeks for which benefit is payable is disregarded and such weeks are deemed weeks of unemployment. In the case of sickness and maternity, proceeds of wage loss policies are not deducted during the waiting period but are deducted after the waiting period; all work-related income is deducted during both the waiting period and after the waiting period has been served.

An initial benefit period is terminated when:

(a) the claimant has been paid benefits for the maximum number of weeks for which initial benefits may be paid, or

(b) the benefit period would otherwise terminate, whichever is the earlier.

Immediately following the termination of an initial benefit period, that initial benefit period is re-established for a further period of ten weeks. Benefits are payable at the rates and subject to the provisions applicable to the payment of benefits in an initial benefit period. However, a claimant is not entitled to be paid for any working day for which he fails to prove that he was capable of and available for work and unable to find suitable employment. A re-established initial benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because:

(a) he was incapable of work because of illness or injury

(1) il n'exerce pas un emploi qui doit se poursuivre,

(2) il est capable de travailler et disponible à cette fin, et
(3) il n'est ni inadmissible, ni exclu du bénéfice de prestations.

Les prestations de maladie sont payables pour un maximum de 15 semaines aux prestataires de la première catégorie dont l'arrêt de rémunération est dû à la maladie, à des blessures corporelles ou à une mise en quarantaine (non compris l'indemnisation des accidents du travail). Si une personne tombe malade pendant qu'elle reçoit des prestations ordinaires, elle a droit aux prestations de maladie, mais la somme de deux périodes de prestation ne doit pas dépasser 15 semaines.

Des prestations de maternité sont versées aux femmes de la première catégorie pour les huit semaines qui précèdent l'accouchement, pour la semaine de l'accouchement et pour les six semaines qui suivent. Ces femmes doivent aussi avoir été actives pendant au moins 10 des 20 semaines qui précèdent la 30e semaine antérieure à la date prévue de l'accouchement.

Les prestations de retraite sont payables pour trois semaines. Elles sont versées forfaitairement aux prestataires de la première catégorie qui sont âgés de 70 ans ou plus ou qui ont déjà acquis le droit de percevoir une pension courante de retraite en vertu du Régime de pensions du Canada ou du Régime de rentes du Québec. Dans le cas des personnes de plus de 70 ans, la demande de prestations doit être faite dans les 32 semaines qui suivent le 70e anniversaire, car les semaines d'emploi ne sont plus assurables après ce temps. Les prestations sont versées sans délai de carence et sans égard à la rémunération ou à la disponibilité.

Les taux de prestations seront les mêmes pour tous, soit 66 2/3 % de la rémunération moyenne assurable pendant la période de référence, le minimum étant de $20 par semaine. Dans le cas des prestataires avec personnes à charge dont la rémunération moyenne assurable est égale ou inférieure au tiers du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable, le taux des prestations est de 75 %.

Le revenu provenant d'un travail qui dépasse 25 % du taux des prestations hebdomadaires est déduit. Toutefois, lorsque des prestations sont payées par anticipation aux prestataires de la première catégorie, on ne tient pas compte de tout revenu (ainsi que des conditions de disponibilité et de capacité) à l'égard des semaines pour lesquelles des prestations doivent être servies et ces semaines sont censées être des semaines de chômage. En cas de maladie et de maternité, le produit de toute assurance-salaire n'est pas déduit pendant la période de carence, mais il l'est après; tout revenu provenant du travail est déduit pendant et après la période de carence.

Une période initiale de prestations prend fin à celle des deux dates suivantes qui est antérieure à l'autre,

(a) la date à laquelle le prestataire a perçu des prestations pour le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations initiales peuvent être payées;

(b) la date à laquelle cette période se trouverait autrement terminée.

Dès l'expiration d'une période initiale de prestations, il est établi un complément de cette période initiale de prestations pour une durée de dix semaines. Des prestations doivent être servies aux taux et sous réserve des dispositions applicables au service des prestations au cours d'une période initiale des prestations. Toutefois, un prestataire n'est pas admissible à toucher des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Le complément d'une période initiale de prestations prend fin si le bénéficiaire ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour toute autre raison que l'une des suivantes:

(a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou blessure,

(b) she was disentitled to benefit (maternity claim),

(c) he was fully employed during such period, or

(d) recovery of overpayment.

Otherwise a re-established benefit period terminates at the end of 10 weeks and an extended benefit period is established for the claimant.

An extended benefit period is divided into three phases. The number of weeks of benefit to which a claimant is entitled to depends:

(a) in the first phase:
- upon the number of weeks of insurable employment in his qualifying period. The claimant must be a major attachment claimant. The duration of this phase is 2 weeks plus one week for every 2 insured weeks in excess of 20 in his qualifying period. The maximum duration is 18 weeks.

(b) in the second phase:
- (on completion of the first phase for a major attachment claimant, or on termination of a re-established benefit period for a minor attachment claimant)

- for claimants who reside in Canada

- upon the national(1) rate of unemployment. If the national rate is more than 4 % but not more than 5 % — 4 weeks; if the national rate is more than 5 % — 8 weeks. Duration is determined at the time phase two commences.

(c) in the third phase:
- (on completion of phase two)

- (for claimants who reside in Canada)

- upon the regional rate(2) of unemployment. Sixteen UIC regions in Canada have been established. The rate of unemployment in the region where the claimant resides is called the regional rate.

  Benefit is payable when (a) the regional rate exceeds 4 % and (b) the regional rate exceeds the national rate(2) by more than one percentage point.

  Six weeks of benefit are payable when the difference between the regional and national rates are less than or equal to 2 %. Twelve weeks are payable when the difference is greater than 2 % but less than or equal to 3 %. Eighteen weeks are payable when the difference exceeds 3 per cent.

  Each month regional and national unemployment rates are computed. The extended benefit period terminates when the regional rate becomes 4 % or less or when the difference between the regional and national rate becomes one percentage point or less.

The rate of weekly benefit payable in the extended benefit period to a claimant without a dependant is 66 2/3 % of the average weekly insurable earnings in the qualifying period; for a claimant with a dependant the rate is 75 %. The minimum weekly amount of benefit payable is 20 dollars — the maximum

(1) seasonally adjusted 3 month moving average of the national rate of unemployment (Labour Force Survey).

(2) unadjusted for seasonality — 12 month moving average (Labour Force Survey).

(b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité),

(c) il était employé à plein temps durant cette période, ou

(d) il remboursait un trop perçu.

Autrement, le complément d'une période initiale de prestations se termine à la fin des dix semaines et une période de prolongation des prestations est établie au profit du prestataire.

La période de prolongation des prestations est divisée en trois phases. Le nombre de semaines de prestations auxquelles le prestataire a droit dépend:

(a) dans la première phase:
- du nombre de semaines d'emploi assurables au cours de sa période de référence. Le prestataire doit appartenir à la première catégorie. La durée de cette phase est de deux semaines, plus une semaine pour chaque deux semaines assurées supérieure à 20 au cours de sa période de référence. La durée maximale est de 18 semaines.

(b) dans la deuxième phase:
- (après la première phase dans le cas d'un prestataire de la première catégorie, ou à la fin du complément d'une période de prestations dans le cas d'un prestataire de la deuxième catégorie).

- pour les prestataires qui résident au Canada

- du taux national du chômage(1). Si le taux national dépasse 4 % mais n'excède pas 5 %, l'augmentation sera de 4 semaines; si le taux national dépasse 5%, elle sera de 8 semaines. La durée est fixée au moment où la phase 2 commence.

(c) dans la troisième phase:
- (après la phase deux)

- (pour les prestataires qui résident au Canada)

- du taux régional de chômage(2). Seize régions ont été créées au Canada. Le taux de chômage dans la région où le prestataire réside est appelé taux régional.

  La prestation est servie lorsque (a) le taux régional dépasse 4 % et (b) le taux régional dépasse le taux national(2) de plus d'un point de pourcentage.

  Six semaines de prestations sont servies lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est inférieure à 2 % ou égale à ce pourcentage. Douze semaines sont servies lorsque la différence est de plus de 2 % mais est inférieure ou égale à 3 %. Dix-huit semaines sont servies lorsque la différence est supérieure à 3 %.

  Les taux régional et national de chômage sont calculés tous les mois. La période de prolongation des prestations prend fin lorsque le taux régional atteint 4 % ou moins ou lorsque la différence entre le taux régional et le taux national est de un point de pourcentage ou moins.

Le taux des prestations hebdomadaires payables à un prestataire pour une semaine qui tombe dans une période de prolongation des prestations est de soixante-six et deux-tiers pour cent de la moyenne des rémunérations hebdomadaires assurables pour un prestataire n'ayant personne à charge et de soixante-quinze pour cent dans le cas d'un prestataire

(1) Moyenne mobile sur trois mois, données désaisonnalisées (enquête sur la main-d'oeuvre).

(2) Moyenne mobile sur douze mois, données brutes (enquête sur la main-d'oeuvre).

amount can not exceed 66 2/3 % of the maximum weekly insurable earnings.

A claimant is not entitled to be paid benefit for any working day in a week in an extended benefit period for which he fails to prove that he is capable of and available for work and unable to find suitable employment. An extended benefit period is terminated if no benefit is payable to the claimant for a period of four consecutive weeks otherwise than because

(a) he was incapable of work because of illness or injury,

(b) she was disentitled to benefit (maternity claim), or

(c) recovery of overpayment.

The maximum number of weeks for which benefit may be paid is 51 weeks.

Financing

Employers and employees absorb the benefit cost for initial benefits as well as the administration cost, with the employer rate being 1.4 times the employee rate. The government share is confined to the benefit cost for extended benefits as well as the excess cost of initial benefits that are due to a national unemployment rate greater than 4 per cent. There is no fund and employer and employee contributions are adjusted annually. National Revenue/Taxation commences collection of the contributions effective January 2, 1972. Persons formerly not contributing either because of their occupation or by virtue of being over the salary ceiling will pay a preferred rate for the first 3 years. For those who had been occupationally excluded, the preferred rate is portable. However, in the case of persons formerly excluded because of the salary ceiling, the preferred rate continues only so long as the employee remains with the January 2, 1972, employer. An experience rating formula for large employers may be introduced in 1974 whereby the premium to be paid by an employer for a year will be related to the average yearly layoff experience of that employer.

The rates of premium for a year are calculated in terms of a percentage of the insurable earnings in that year.

Claimant Assistance Program

The Commission will develop and administer a claimant assistance program to assist claimants to become more employable by providing information and guidance in job searching and by directing claimants, when appropriate, to agencies for job placement, counselling or financial assistance.

ayant une personne à charge. La prestation hebdomadaire minimum ne doit pas être inférieure à $20 ni supérieure à soixante-six et deux-tiers pour cent du maximum de la rémunération hebdomadaire assurable.

Un prestataire n'est pas admissible au service des prestations pour aucun jour ouvrable d'une semaine d'une période de prolongation des prestations s'il ne prouve pas qu'il était capable de travailler et disponible à cette fin mais ne pouvait pas obtenir d'emploi convenable ce jour-là. Une période de prolongation des prestations d'un prestataire prend fin s'il ne touche pas de prestations pour quatre semaines consécutives pour tout autre raison que l'une des suivantes:

(a) il était incapable de travailler par suite de maladie ou de blessure

(b) il était inadmissible au bénéfice des prestations (demande de prestations pour maternité), ou

(c) il remboursait un trop perçu.

Le nombre maximum de semaines pour lesquelles des prestations peuvent être servies est de 51 semaines.

Financement

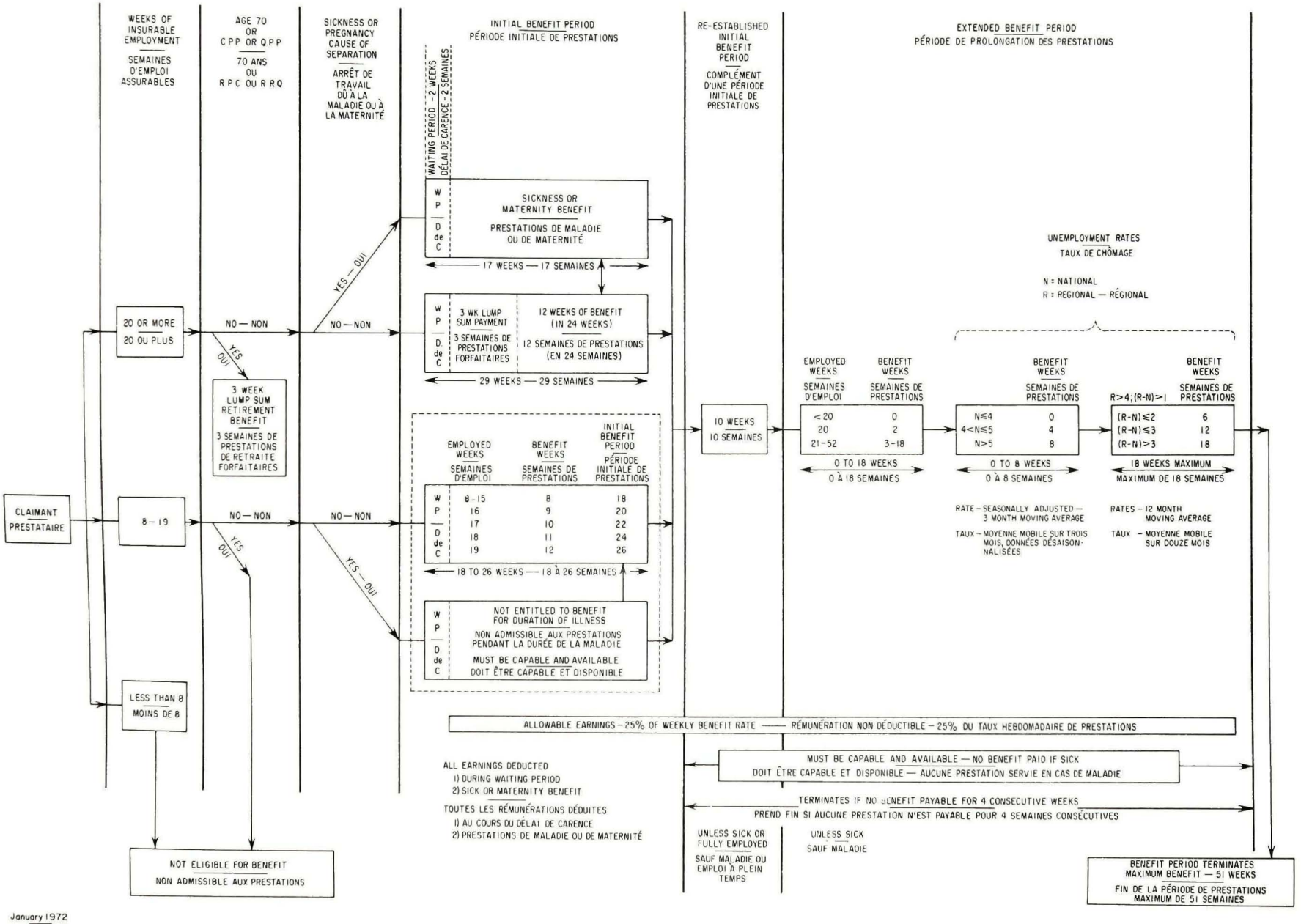
Les employeurs et les employés absorbent le coût des prestations initiales ainsi que les frais d'administration, la cotisation patronale étant égale à 1.4 fois la cotisation ouvrière. Le gouvernement prend en charge le coût des prestations prolongées de même que l'excédent du coût des prestations initiales qui doivent être servies lorsque le taux national de chômage dépasse 4 %. Il n'y a pas de fond et les contributions de l'employeur et de l'employé sont ajustées annuellement. Le ministère du Revenu national (Impôt) a commencé à recueillir les contributions à compter du 2 janvier 1972. Les personnes qui ne versaient aucune cotisation en raison de leur profession ou du plafond salarial paieront un taux préférentiel les trois premières années. Dans le cas des personnes qui ont été exclues en raison de leur profession, le taux préférentiel est mobile. Toutefois, dans le cas des personnes exclues en raison du plafond salarial, le taux préférentiel ne reste en vigueur que si l'employé demeure au service de l'employeur pour lequel il travaillait le 2 janvier 1972. Un système de taux particulier pour les employeurs importants pourra être établi en 1974 en vertu duquel la cotisation à payer par un employeur pour une année sera proportionnée à la moyenne des mises à pied annuelles de cet employeur.

Les taux de cotisations d'une année sont exprimés en pourcentage des rémunérations assurables de l'année.

Programme d'aide aux prestataires

La Commission organisera et appliquera un programme d'aide aux prestataires en vue d'améliorer leurs possibilités de trouver un emploi, en leur fournissant renseignements et conseils pour la recherche d'un emploi et en les addressant, lorsqu'il y a lieu, à des organismes s'occupant de placement, d'orientation ou d'aide financière.

UNEMPLOYMENT INSURANCE BENEFIT
PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE



January 1972
Janvier 1972